

être pas de façon subite; mais, quoi qu'il en soit, il est à peu près certain que l'agriculture européenne établira assez rapidement sa position sous certains rapports. Si la chose se produit, le commerce extérieur prendra inévitablement une orientation nouvelle qui aura sur le Canada des répercussions de longue portée.

Ainsi, à plusieurs points de vue, la période actuelle peut être considérée comme un tournant. C'est pourquoi les divers articles spéciaux, publiés ces dernières années, sont résumés ci-dessous afin de faire connaître les traits saillants de l'évolution de l'agriculture canadienne durant la guerre, et de permettre à l'intéressé d'établir des comparaisons et de tirer ses conclusions avec plus de facilité.

---

Lors de la déclaration de la guerre en 1939, l'agriculture canadienne était en meilleure posture qu'au commencement de la guerre de 1914 de répondre aux besoins alimentaires de temps de guerre. Entre les deux guerres, les superficies consacrées aux céréales et autres grandes cultures ont considérablement augmenté. La production de bétail a de même fait des gains importants. D'autre part, l'ouverture des hostilités a bouleversé l'écoulement d'un bon nombre de produits et créé certains problèmes relatifs à la transition d'une agriculture de paix à une agriculture de guerre.

Dès le début, le gouvernement fédéral a institué l'Office du ravitaillement en produits agricoles. Cet organisme avait pour but d'assurer le fonctionnement de l'industrie agricole en vue de pourvoir aux besoins du Canada et des pays alliés en vivres et en fibres durant la guerre, tout en permettant au cultivateur canadien, une fois la paix revenue, de reprendre son programme normal dans la mesure du possible.

L'Office, composé de hauts fonctionnaires du Ministère fédéral de l'Agriculture, avait la double responsabilité d'assurer une production suffisante des vivres nécessaires et d'obtenir et de conserver les approvisionnements requis par les producteurs et les conditionneurs dans l'exécution de leur part du programme. Cet office devait servir d'organisme central de direction chargé de résoudre les problèmes relatifs à la production et à l'écoulement des produits agricoles. Il fut autorisé à acheter, vendre, emmagasiner et réglementer la distribution des approvisionnements utilisés dans la production, à recommander l'émission de permis d'exportation de ces approvisionnements et à instituer des comités consultatifs devant représenter les producteurs et le commerce.

Au début, l'Office s'est assuré la collaboration des provinces et a inauguré une série de conférences avec les représentants provinciaux à des intervalles fréquents d'abord, puis, annuellement par la suite, où les programmes de production étaient élaborés à la lumière des besoins connus. Les représentants des associations d'agriculteurs et des journaux agricoles furent aussi invités à participer à ces conférences.

Au cours des premiers mois de la guerre, la demande n'a pas augmenté sensiblement pour aucun produit agricole canadien. De fait, le plus grand problème a été de disposer de l'excédent de la production plutôt que de stimuler celle-ci. Il est vrai que l'Angleterre avait négocié des accords en vue d'obtenir des quantités supplémentaires de bacon et de fromage canadiens et, afin de faire face à ses obligations, le Canada nomma deux nouvelles commissions, soit la Commission du bacon, qui plus tard a étendu son activité aux autres viandes et pris le nom de Commission des viandes, et la Commission des produits laitiers. Par la suite, lorsque le Royaume-Uni demanda des envois considérables d'œufs, de fibre de lin et autres produits canadiens, l'Office des produits spéciaux fut créé pour s'occuper de ces denrées.